

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/98/Add.5

30 avril 2002

(02-2457)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

PARAGRAPHE 12 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA: QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE

Questions des Communautés européennes concernant les tirets 57 à 61

Addendum

La Mission permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 avril 2002.

Tiret 57

Pour faire en sorte que la valeur en douane soit correctement déterminée, tout élément pertinent ajouté au titre de l'article 8:1) b) iv) devrait être fondé sur des données quantifiables et objectives, conformément aux dispositions de l'article 8:3.

Questions:

- 1) Serait-il possible d'obtenir des éclaircissements sur la raison pour laquelle il serait dans l'intérêt des Membres, et en particulier des pays en développement Membres, de percevoir des droits de douane sur les produits/services énumérés provenant du pays importateur?
- 2) Dans le cas où un importateur fait une fausse déclaration indiquant que des produits/services, passibles de droits au titre de l'article 8:1) b) iv), proviennent du pays d'importation, l'Inde ne conviendrait-elle pas que les renseignements relatifs à l'importateur ou l'accès aux registres de l'importateur dans le pays d'importation peuvent garantir que les faits en question seront clairs pour les autorités compétentes.

Tiret 58

Conformément à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, la valeur en douane sera déterminée par des moyens raisonnables lorsqu'il n'est pas possible de l'établir par application des cinq méthodes précédentes. La note interprétative relative à l'article 7 de l'Accord précise ce qui suit:

- "les valeurs en douane déterminées par application des dispositions de l'article 7 devraient, dans la plus grande mesure possible, se fonder sur des valeurs en douane déterminées antérieurement";

et

- "les méthodes d'évaluation employées en vertu de l'article 7 devraient être celles que définissent les articles 1^{er} à 6 inclus, mais une souplesse raisonnable dans l'application de ces méthodes serait conforme aux objectifs et aux dispositions de l'article 7".

Questions:

- 1) Quand une administration des douanes se trouve-t-elle dans l'impossibilité d'utiliser les diverses méthodes d'évaluation prévues dans l'Accord, et notamment celles qui sont prévues à l'article 7, pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées?
- 2) Puisque l'Accord sur l'évaluation en douane prévoit plusieurs possibilités pour permettre à une administration des douanes de déterminer la valeur en douane sur la base de renseignements déjà disponibles et utilisés à des fins douanières et/ou fiscales dans le pays d'importation, pourquoi devrait-elle juger nécessaire - ou possible - de rechercher d'autres sources de renseignements sans rapport avec les transactions d'importation?
- 3) Comment l'abandon des dispositions de l'article 7, qui contribue à établir un système d'évaluation en douane des marchandises équitable, uniforme et neutre, pourrait-il conduire à une lutte plus efficace contre la fraude et à une facilitation des échanges?

Tiret 59

Les méthodes d'évaluation visées aux articles 2 et 3 de l'Accord indiquent que la valeur en douane doit être la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires, vendues pour l'exportation à destination du même pays d'importation et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer. La "valeur transactionnelle" en question s'entend d'une valeur en douane déjà acceptée en vertu de l'article premier de l'Accord.

S'agissant de l'application pratique des méthodes d'évaluation en douane visées aux articles 2 et 3, dans les cas où la valeur en douane ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article premier, l'administration des douanes et l'importateur devraient normalement se concerter pour déterminer la base de la valeur par application des dispositions de l'article 2 ou de l'article 3. Cela est prévu dans l'Introduction générale de l'Accord, laquelle indique aussi que cette consultation permettra d'échanger des renseignements en vue de déterminer la base correcte pour l'évaluation en douane.

Ce processus de consultation aidera l'administration et l'importateur à identifier des valeurs transactionnelles déterminées antérieurement qui pourraient répondre aux objectifs prescrits par les articles 2 et 3.

L'acceptabilité des transactions "pilotes" achevées serait également soumise à la même procédure de consultation. Les transactions pilotes ayant pour objectif d'établir une base pour l'évaluation des importations ultérieures en vertu des articles 2 et 3 feraient sans nul doute l'objet d'une attention particulière. Dans cette optique, un importateur ne dispose pas d'une base garantie pour la détermination de la valeur en douane par référence aux transactions dites "pilotes".

Question

Compte tenu du rôle que joue l'administration dans l'application des articles 2 et 3, il serait intéressant de savoir si les importateurs ont véritablement l'occasion de présenter de telles transactions pilotes.

Tiret 60

Un courtier contribue à mettre en relation un acheteur et un vendeur; cette fonction bénéficie aux exportateurs tels que les petites et moyennes entreprises, notamment dans les pays en développement.

Gardant à l'esprit que la commission d'achat s'entend "des sommes versées par un importateur à son agent pour le service qui a consisté à le représenter à l'étranger en vue de l'achat des marchandises à évaluer", nous souhaiterions recevoir une réponse aux questions suivantes:

Questions:

- 1) Comment peut-on considérer qu'une commission d'achat fait partie du prix payé pour les marchandises?
- 2) Dans le cas particulier cité par l'Inde, dans quelles circonstances particulières une commission d'achat a-t-elle été "déduite" du prix des marchandises?
- 3) L'Inde n'estime-t-elle pas que les instruments dont dispose le Comité technique donnent des renseignements et des directives très utiles sur ce que sont les courtiers, les éléments de preuve et les commissions et frais de courtage? Y a-t-il d'autres questions connexes dont l'Inde considère qu'elles devraient être examinées ici?

Tiret 61

L'article 15:5 de l'Accord dispose que les agents exclusifs, les distributeurs exclusifs et les concessionnaires exclusifs seront réputés être liés s'ils répondent à l'un des critères énoncés au paragraphe 4 de l'article en question.

Parmi les manières dont un agent, distributeur ou concessionnaire exclusif peut être lié au vendeur des marchandises, l'alinéa e) de l'article 15:4 et la note interprétative correspondante mentionnent le cas où l'une de ces personnes contrôle l'autre. Cette notion couvre les situations dans lesquelles l'une des parties est en mesure d'exercer sur l'autre un pouvoir de contrainte ou d'orientation (voir aussi la note explicative 4.1 du Comité technique, telle qu'elle a été amendée).

Questions:

- 1) De quelle manière concrète un agent, distributeur ou concessionnaire exclusif présente-t-il un risque de fraude ou ne facilite-t-il pas les échanges?
 - 2) Lorsque l'Inde indique ce qui suit:

 "Les dispositions de l'article 15:5 avaient donc aussi pour conséquence que la charge de prouver que les agents, les distributeurs et les concessionnaires exclusifs étaient liés à d'autres personnes associées en affaires incombait aux autorités douanières du pays importateur.",

 cela signifie-t-il que les responsabilités des autorités douanières dans de tels cas ne prennent pas en compte les responsabilités des importateurs?
 - 3) Pourquoi un importateur qui n'a guère plus qu'une forme donnée de contrat de distribution devrait-il être soumis aux règles spéciales régissant les échanges entre parties liées?
-